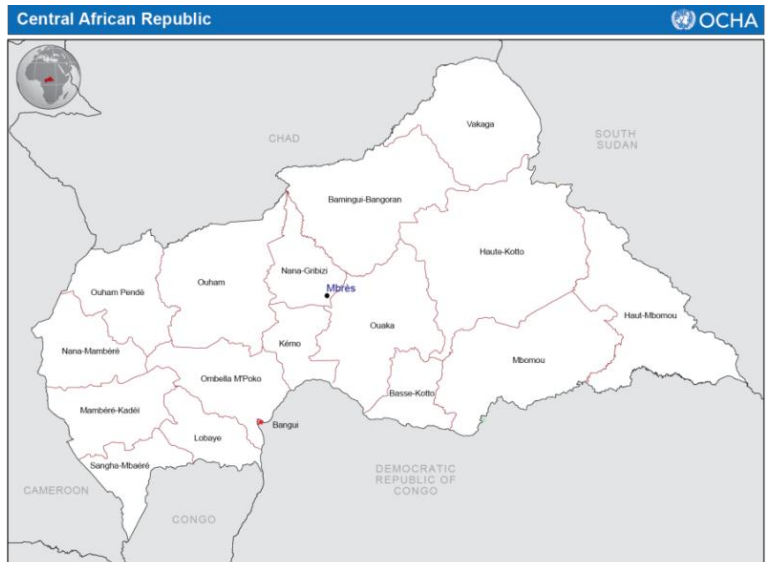




Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 05 juillet.

Points saillants

- La prise en charge de la malnutrition dans les Unités Nutritionnelles Thérapeutiques Ambulatoires ou des Unités Nutritionnelles Thérapeutiques à Berberati, préfecture de Mambéré-Kadéï (sud) est arrêtée en raison du manque d'intrants.
- A Berberati, les ménages ont été obligés de réduire le nombre de repas consommés par jour de deux à un repas.
- Bien que les denrées alimentaires soient disponibles sur les marchés locaux, les gens n'ont pas le pouvoir d'achat.
- La majorité des structures sanitaires à Berberati manquent de fournitures médicales et des médicaments.
- L'Opération Spéciale d'UNHAS est confronté à un déficit de financement de 30 pour cent, ce qui nécessite 2.29 millions de dollars américains sur un besoin globale de 7.64 millions de dollars américains.



Carte de référence de la RCA

206,000

Déplacés internes en RCA (du 24 mars 2013)

54,987

Refugiés centrafricains dans les pays voisins y compris 42,663 en RDC

31 pour cent

Financement CAP (requête actuelle de 200,5 millions de dollars, révision à mi-parcours du CAP en cours)

4,6 millions

Population de la RCA

1,6m

Personnes vulnérables selon la revue à mi-parcours du CAP

484,000

Population cible en situation d'insécurité alimentaire (Analyse du cluster Sécurité Alimentaire lors de la Revue à mi-parcours du CAP)

Aperçu de la situation

La protection des civils continue d'être préoccupante en raison des activités des éléments non contrôlés de la Seleka. La situation sécuritaire dans le pays demeure instable et imprévisible, surtout à Bangui. Le vol des véhicules continuent avec une récente attaque sur une organisation humanitaire.

Du 17 au 19 juin 2013, une mission inter-agence du Système des Nations Unies a été organisée dans les zones entre Bangui, Damara et Sibut (préfectures de Ombella Mpoko et Kémo, dans le Sud). La mission a organisé des groupes de discussions, des rencontres individuelles et a fourni des conseils aux femmes sur la violence basée sur le genre (GBV). Bien que la mission n'ait pas constaté la présence d'enfants parmi les éléments armés entre Damara et Sibut, aucune école ne fonctionnait dans la région. Les enfants n'ont pas accès aux services sociaux de base et les nouvelles naissances ne sont pas enregistrées. Entre Damara et Sibut, la population continue à vivre dans leurs champs ou dans la forêt et viennent en ville seulement pendant la journée pour se procurer des produits essentiels et retournent avant 15h00. En réponse, le Cluster Protection a finalisé les Procédures Standards d'Opération (SOP de protection) et les outils nécessaires pour les activités de suivi de la protection sur le terrain. Dans les jours à venir, les membres du Cluster effectueront une formation sur les SOP et l'utilisation des outils de

surveillance. Les autorités administratives et judiciaires locales ne sont pas encore de retour à Damara et Sibut où les Commandants Seleka se substituent à eux. Ils ont une forte présence dans la région.

Réponses humanitaires



Santé

Les résultats de l'évaluation multisectorielle organisée par PU-AMI du 4 au 7 Juin 2013 dans la région de Berberati, préfecture de Mambéré-Kadéï (sud) ont révélé des problèmes de santé. Même si la plupart des structures de santé dans la région n'ont pas été détruits pendant la crise, la majorité manque de fournitures médicales et des médicaments. Le système de recouvrement de coût de l'hôpital de Berberati a été interrompu étant donné que certains éléments Seleka ont reçu des soins médicaux gratuits pour un montant de 700.000 FCFA (environ 1,400 dollars américains). De plus, étant donné que la plupart des ménages n'ont pas des moyens financiers pour payer des soins de santé, l'hôpital fournit des soins gratuits aux patients gravement malades.



Sécurité alimentaire

Du 01 au 21 juin, environ 41.745 des 70.000 personnes (soit 60%) touchées par le conflit et ciblées ont reçu l'assistance alimentaire à Bangui, Bambari, Batalimo, Batangafo-Kabo, Kabo, Zemio et Sibut. Environ 858 MT d'assistance alimentaire composée de céréales, de légumineuses, de l'huile et du sel ont été distribués.

60 pour cent

Des personnes cibles ont reçu l'assistance alimentaire

Les résultats de l'évaluation multisectorielle organisée par PU-AMI du 04 au 07 juin 2013 dans la région de Berberati préfecture de Mambéré-Kadéï (Sud), ont révélé que suite à la crise, les ménages ont été obligés de réduire le nombre de repas consommé par jour de deux à un repas. Bien que les denrées alimentaires soient disponibles sur les marchés locaux, les populations n'ont pas le pouvoir d'achat. Avant la crise, les commerçants pouvaient gagner 30.000 FCFA (équivalent de 60 dollars américains) par jour de la vente de légumes, mais aujourd'hui ils sont incapables de gagner 2.000 FCFA (soit l'équivalent de 4.00 dollars américains) par jour.

Afin d'assurer la continuité dans l'exécution des activités d'assistance alimentaire, 1.464 MT de réserve alimentaire est disponible en RCA et 2.674 MT à Douala, Cameroun. Cette quantité pourrait nourrir environ 300.000 personnes par mois.



Nutrition

Les résultats de l'évaluation multisectorielle organisée par PU-AMI du 04 au 07 juin 2013 dans la région de Berberati, préfecture de Mambéré-Kadéï (sud) ont révélés que les activités de prise en charge de la malnutrition fournie dans les Unités Nutritionnelles Thérapeutiques Ambulatoire ou des Unités Nutritionnelles Thérapeutiques se sont arrêtées en raison du manque en intrants nutritionnels. L'UNT a été fermé quand 36 enfants étaient encore sous traitement.



Logistique

Pendant le mois de mai, UNHAS a effectué 41 voyages, transportant 830 passagers et 32 M T de fret. UNHAS facilité également des missions d'évaluation inter-agences à Bambari, Bria, Bangassou, Batangafo, Birao, Kabo, Ndélé, Paoua et Zemio.

30 pour cent

Déficit de financement UNHAS

L'Opération Spéciale d'UNHAS est confronté à un déficit de financement de 30 pour cent, ce qui nécessite 2.29 millions de dollars américains sur un besoin globale de 7.64 millions de dollars américains.



Protection

En préparation pour le rapatriement volontaire des réfugiés congolais vivant dans le camp de réfugiés de Batalimo, l'agence onusienne chargée de protéger les réfugiés se réunira cette semaine avec le Ministre de la Sécurité et de l'Ordre Public pour discuter du rapatriement volontaire et l'organisation d'une réunion en République Démocratique du Congo avec les autorités de la RDC et l'agence onusienne homologue de Kinshasa pour la signature d'un accord tripartite.

Les résultats de l'évaluation multisectorielle organisée par PU-AMI du 04 au 07 juin 2013 dans la région de Berberati, préfecture de Mambéré-Kadéï (sud) ont révélés que les cas de violence basé sur le genre (VBG) ont été identifiés. Des mariages forcés ont été organisés pour les jeunes filles musulmanes à l'arrivée de Seleka dans la région. Des familles ont trouvé refuge dans la forêt et les hommes reviennent en ville au moins une fois par semaine pour vendre leurs produits afin d'acheter des produits de première nécessité, y compris le sel et le sucre

Selon IRC, il y a 2.369 déplacées internes (PDI) dans cinq sites de déplacés et familles d'accueil à Ouandago, Préfecture de Nana Gribizi. A Farazala, Préfecture de l'Ouham, il n'y a qu'un seul site de PDI à Vami II avec 864 personnes déplacées. Il y a environ 206.000 personnes déplacées en RCA depuis la crise du 24 Mars 2013.



Eau, hygiène et assainissement

Pour améliorer l'accès à l'eau potable, deux vessies de 6.000 litres sont rempli chaque jour pour alimenter le camp de réfugiés de Zemio et CSSI distribue des purificateurs d'eau.

Selon les résultats de l'évaluation multisectorielle organisée par PU-AMI du 04 au 07 juin 2013 dans la région de Berberati, préfecture de Mambéré-Kadéï (sud), les résidents ont exprimé des difficultés d'accès à l'eau potable fournie par la société nationale de l'eau (SODECA). Cette région n'a pas eu d'eau depuis le début de la crise le 24 Mars 2013, en raison du manque de carburant pour assurer le fonctionnement de la station d'eau. En ce qui concerne l'hygiène, moins de 25% des ménages se lavent les mains. Le manque d'eau potable et du savon sont des facteurs qui contribuent à ce faible taux. Certains ménages manquent de connaissances sur l'importance de se laver les mains. Alors que 75 à 100% des ménages ont accès aux latrines, la plupart sont des latrines communautaires qui sont défectueuses.

25 pour cent

Des ménages à Berberati se lavent les mains



Education

Les résultats de l'évaluation multisectorielle organisée par PU-AMI du 04 au 07 juin 2013 dans la région de Berberati, préfecture de Mambéré-Kadéï (sud), ont révélé que les écoles n'ont pas été détruites et seuls quelques-unes ont été pillées. Les écoles restent fermées dans la région parce que les parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école en raison du risque d'enlèvement.

Financement

En date du 28 juin 2013, 31% de la contribution demandée a été enregistrée dans FTS pour le Processus d'Appel Consolidé (CAP) 2013 pour un montant requis de 200 million de dollars américains. 62 millions de dollars américains ont été alloués au Clusters suivants : Coordination, Education, Télécommunication d'urgence, la Sécurité Alimentaire, Sante, Logistique, Assistance Multi - sectorielle aux réfugiés, Nutrition, Protection, Eau et l'Assainissement (dont 17 millions de dollars américains de reliquat de 2012). Les principaux bailleurs de fonds à ce jour comprennent ECHO, le Japon, la Suède, les États-Unis, le Canada et le CERF. Un montant supplémentaire de 21 millions de dollars américains a été fourni aux acteurs humanitaires en dehors du CAP (CICR, MSF et d'autres).

La Coordinatrice Humanitaire a activé le Fonds Humanitaire Commun (CHF) afin de fournir un financement pour répondre aux besoins critiques. A la date du 28 juin, le fonds a reçu une contribution total de US\$ 4,250,600 de la République d'Irlande (IrishAid) et de l'Agence Suédoise pour le Développement Internationale (SIDA).

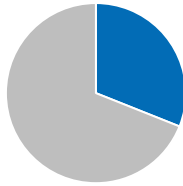
CAP 2013: Statut du financement

FONDS REQUIS: \$ 200,5

FINANCEMENTS: \$ 62,2

NON COUVERT: \$ 138,3

31%

**Financement par secteur**

		(en million de \$US)			
		% Financé	Fonds Requis	Financement	Non Couvert
Sécurité alimentaire		57%	43,08	24,39	18,69
Education		29%	27,88	8,03	19,85
Protection		18%	22,94	4,04	18,90
Eau, hygiène et assainissement		8%	22,33	1,77	20,56
Santé		13%	21,28	2,80	18,48
Multi-Secteurs (Réfugiés)		15%	20,50	3,18	17,32
Logistique		26%	12,98	3,40	9,59
Nutrition		53%	12,09	6,38	5,71
Relèvement Précoce		0%	6,90	-	6,90
Abris d'urgence		0%	4,20	-	4,20
Services communs et coordination		65%	4,16	2,69	1,48
Télécommunications d'urgence		35%	2,12	0,74	1,39
Cluster pas encore précisé		0%	-	4,80	4,80

Source: FTS

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à: fts@un.org

Pour plus d'informations veuillez contacter:

Amy Martin, Cheffe de Bureau, martin23@un.org, +236 7055 4141

Laura Fultang, Chargée de l'information, fultangl@un.org, +236 70188064

Pour plus d'informations, visitez: www.unocha.org, www.reliefweb.int